

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 16 décembre 2015

Objet n° 5 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mmes Isabelle Durant, Derya Alic, M. Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mmes Joëlle van Zuylen, Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, Bernadette Vriamont, M. Eric Platteau, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Mohamed Reghif, Quentin van den Hove, Bram Gilles, Thomas Eraly, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Saït Köse, Échevin; M. Burim Demiri, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales - Exercices 2016 à 2020 - Nouveau règlement - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 29 septembre 2010 votant le règlement-taxe sur les distributeurs automatiques de produits divers pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;

Revu sa délibération du 28 septembre 2011 votant le règlement-taxe sur les distributeurs de carburant installés sur la voie publique ou sur terrain privé le long de la voie publique pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2016 ;

Revu sa délibération du 30 novembre 2011 votant le règlement-taxe sur l'étalage de marchandises et autres objets sur la voie publique pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;

Revu sa délibération du 18 décembre 2013 votant le règlement-taxe sur le placement de tables, chaises, bancs et dispositifs complémentaires sur la voie publique pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2018;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu les dispositions du règlement communal d'urbanisme ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant qu'aucune distinction ne peut être faite entre certains différents types d'occupation de la voie publique étant donné que l'encombrement est identique, que celui-ci représente aussi un obstacle vis-à-vis des autres usagers de la voie publique et que la charge de travail administratif nécessaire au recensement de cette taxe reste identique : une révision de certains taux était nécessaire ;

Considérant que l'augmentation des taux pour des terrasses amovibles se justifie au vu de la nécessité de freiner l'installation de celles-ci pour des motifs sécuritaires et esthétiques ;

Considérant l'objectif de promouvoir la vie sociale et culturelle il est nécessaire d'exonérer de la taxe sur l'occupation de la voie publique à l'occasion des événements qui figurent au programme des fêtes communales pour les commerçants utilisant la partie de la voie publique qui se trouve devant leur commerce ;

Considérant que la baisse des revenus résultant des perturbations liées aux travaux publics devrait être compensée par l'octroi d'une réduction de la taxe en fonction de la durée des travaux ;

Considérant que l'activité visée par le règlement taxe engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités :

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 13 octobre et 8 décembre 2015 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2016 à 2020, une taxe communale sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions :

- l'étalage de marchandises, tables, chaises, bancs, terrasses et tout autre dispositif complémentaire placé sur la voie publique;
- chevalets, présentoirs ou étendards de publicité commerciale placé sur la voie publique ;
- les distributeurs de carburant installés sur la voie publique ou sur un terrain privé, en retrait, le long de la voie publique;
- les distributeurs automatiques de produits divers pouvant être utilisés de la voie publique.

Au sens du présent règlement, il faut entendre :

- Voie publique: les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale. Les voies de circulation y compris les accotements et les trottoirs affectés en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous. Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, les parcs, jardins, plaines et aires de jeu publics.
- distributeurs automatiques : les distributeurs qui contiennent une partie mécanique, électrique ou électronique servant à leur mise en marche, à leur fonctionnement ou à leur utilisation et dont le enclenchement est provoqué par l'introduction d'une pièce de monnaie, d'un jeton ou par tout autre moyen qui lui serait substitué.

Article 3

§1. Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement doit être préalablement autorisée par l'autorité communale compétente.

§2. La demande d'occupation de l'espace public doit être introduite par écrit à l'administration communale, avant le début de l'occupation. Outre l'identité du requérant, cette demande mentionne la raison d'être de l'occupation, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper.

§3. L'autorisation reste valable jusqu'à sa révocation ou à son retrait. Le retrait de l'autorisation par l'administration ou une renonciation par le contribuable ne donne aucun droit à obtenir une indemnité quelconque ou le remboursement du montant de la taxe qu'il aurait déjà payé.

§4. En cas de modification de la base imposable, une nouvelle demande devra être faite le jour même ou le premier jour ouvrable qui suit cette modification.

Article 4

La taxe est due annuellement par la personne physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité compétente, à compter du 1er janvier.

En cas d'occupation de l'espace public sans obtention préalable de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement l'espace public. Elle est due dans son entièreté et n'est pas divisible quelle que soit la date du placement des objets taxables sur la voie publique.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 5

Les taux annuels, fixés au 1^{er} janvier 2016, seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2% arrondis à l'euro le plus proche, conformément aux tableaux ci-dessous :

- Pour le placement de tables, chaises, bancs et autre dispositifs complémentaires, dite « les terrasses » ou pour l'étalage de marchandises ou autres objets, par mètre carré de surface occupée :

	Terrasses	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
<u>Taux 1</u>	Par mètre carré de surface utilisée	18 €	18 €	18 €	18 €	18 €

Taux 2	Avec plancher ou autre dispositif et non démonté en hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12)	47 €	48 €	49 €	50 €	51 €
Taux 3	Terrasse fermée	59 €	60 €	61 €	62 €	63 €
Taux 4	Cotisation minimale	150 €	153 €	156 €	159 €	162 €

Est à considérer comme « terrasse fermée », toute surface occupée, séparée de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc.

La cotisation minimale sera réduite de moitié et arrondie à l'euro le plus proche, si la terrasse est complètement démontée pendant l'hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12).

Pour le calcul de la taxe, la surface à prendre en considération est celle du quadrilatère qui circonscrit le groupe d'objets taxables qui occupent le domaine public.

Lorsqu'il y a des paravents, même si ceux-ci dépassent l'alignement de la terrasse ou des marchandises ou objets quelconques, la largeur imposable sera la longueur des paravents. Il ne sera décompté en tout qu'une bande d'un mètre de largeur à titre forfaitaire si l'empiètement sur la voie publique s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement, exception faite cependant dans le cas de l'existence d'un plancher.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

- Pour le placement de chevalets, de présentoirs ou étendards ou les distributeurs automatiques à l'exclusion des carburants:

		Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
Taux 5	Par objet	76 €	78 €	80 €	82 €	84 €

Toutefois, les chevalets, présentoirs, étendards ou les distributeurs automatiques situés dans la zone imposable de la terrasse ou de l'étalage de marchandises ou autres objets, seront inclus dans le calcul de la surface de la terrasse ou la surface de l'étalage.

- Pour les appareils de distribution de carburant:

		Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
Taux 6	Par compteur	950 €	969 €	988 €	1.008 €	1.028 €
Taux 7	Par distributeur automatique	1.450 €	1.479 €	1.509 €	1.539 €	1.570 €

La taxe est réduite de 25 % par compteur permettant d'alimenter les véhicules en gaz naturel, bioéthanol, biodiesel, biogaz et LPG (Liquified Petroleum Gas)

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

-à l'occasion de braderies, foires, kermesses qui figurent au programme des fêtes communales arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, cette exonération ne sera accordée qu'aux commerçants utilisant la partie de la voie publique qui se trouve devant l'immeuble où ils exercent habituellement leur activité ;

- le premier chevalet, présentoir ou dispositif portant la carte d'un établissement Horeca à condition qu'il soit placé dans le périmètre d'une terrasse, d'un débit de boisson ou d'un restaurant et pour autant qu'une autorisation ait été donnée par l'Administration communale à cet effet ;

-les distributeurs automatiques de préservatifs.

Sont exonérés partiellement ou totalement de la taxe :

-le redevable dont le commerce est situé dans une zone de travaux de réfection effectués en voirie publique et dont l'ampleur perturbe ou empêche l'accès normal au commerce peut introduire une demande de réduction de la taxe auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réduction est fixée à :

- 50% lorsque la durée du chantier est supérieure à 30 jours calendrier et inférieure ou égale à 90 jours calendrier
- 100% lorsque la durée du chantier est supérieure à 90 jours calendrier durant un même exercice fiscal
- Pour les chantiers dont la durée chevauche deux ou plusieurs exercices, la réduction sera calculée sur base du nombre de jours calendrier de travaux rattachés à chacun de ceux-ci

Article 7

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les

exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et abroge à cette même date les délibérations des 29 septembre 2010, 28 septembre 2011, 30 novembre 2011 et 18 décembre 2013 visées en préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 16 décembre 2015.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 16 december 2015

Voorwerp nr 5 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, Derya Alic, H. Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, Bernadette Vriamont, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Mohamed Reghif, Quentin van den Hove, Bram Gilles, Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Saït Köse, Schepen; H. Burim Demiri, Gemeenteraadslid.

**#Objet : Belasting op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden -
Dienstjaren 2016 tot 2020 - Nieuw reglement - Goedkeuring #**

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 29 september 2010 stemmend het belastingreglement op de automatische verdeelapparaten van allerhande producten, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Herziende het raadsbesluit van 28 september 2011 stemmend het belastingreglement op de brandstofverdelers geplaatst op de openbare weg of op private eigendom langs de openbare weg gelegen, voor een termijn van 5 jaar vervallend op 31 december 2016;

Herziende zijn raadsbesluit van 30 november 2011 stemmend het belastingreglement op het uitstellen van koopwaren en andere voorwerpen op de openbare weg voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Herziende zijn raadsbesluit van 18 december 2013 stemmend het belastingreglement op het plaatsen van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2018;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gelet op de beschikkingen van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen, in functie van de duur van de door de belastingplichtige gevraagde bezetting van het openbaar domein;

Overwegende dat er geen onderscheid kan worden gemaakt tussen sommige verschillende soorten van bezetting van de openbare weg, aangezien de ingenomen plaats identiek is, deze ook een obstakel vertegenwoordigt ten opzichte van andere gebruikers van de openbare weg en de administratieve werklast bij de telling van deze belasting hetzelfde blijft: de herziening van een aantal tarieven noodzakelijk was;

Overwegende dat de tariefverhoging voor verwijderbare terrassen wordt gerechtvaardigd door de noodzaak om de installatie van deze af te remmen omwille voor de veiligheid en esthetische redenen;

Overwegende de doelstelling tot het bevorderen van het sociale en culturele leven is het nodig om de bezetting van de openbare weg vrij te stellen van de belasting ter gelegenheid van evenementen voorzien in het programma van de gemeentefeesten voor handelaren die een gedeelte van de openbare weg gebruiken die zich voor hun handel bevindt;

Overwegende dat de daling van de opbrengsten als gevolg van hinder door openbare werken moeten worden gecompenseerd door de toekenning van een belastingvermindering, afhankelijk van de duur van

de werkzaamheden;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober en 8 december 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2016 tot 2020 een belasting gevestigd op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden.

Artikel 2

Worden beoogd door de huidige bepalingen:

- het uitstellen van koopwaar, tafels, stoelen, banken, terrassen en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg geplaatst;
- stoepborden, verkoopstandaarden of vaandels van commerciële publicitaire aard op de openbare weg geplaatst;
- de op de openbare weg geplaatste brandstofverdelers evenals de apparaten toegankelijk voor het publiek en geplaatst op een privaatterrein, teruggetrokken, langs de openbare weg;
- de automatische verdelers van producten die kunnen worden gebruikt vanaf de openbare weg.

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

- openbare weg: de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermten die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden; verkeerswegen, met inbegrip van de bermten en de voetpaden, die voornamelijk bestemd zijn voor het verkeer van voetgangers of voertuigen en voor iedereen toegankelijk zijn; de openbare ruimten aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, openbare parken, tuinen, speelplaatsen en pleinen.
- automatische verdeler: zij die voorzien zijn met een mechanische, elektrische of elektronische ingangstelling, dienstig tot hun werking of gebruik en die ingeschakeld worden door de inbreng van een geldstuk, muntstuk of gelijk welk vervangmiddel.

Artikel 3

§1. Iedere bezetting van de openbare ruimte beoogd door onderhavig reglement dient vooraf te zijn toegestaan door de bevoegde gemeenteoverheid.

§2. De aanvraag tot bezetting van de openbare ruimte dient vóór de aanvang van de bezetting schriftelijk ingediend te worden bij het gemeentebestuur. Naast de identiteit van de aanvrager, dient deze aanvraag de reden, de exacte plaats en de voorziene oppervlakte te vermelden.

§3. De toelating blijft geldig tot herroeping of tot de intrekking ervan. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

§4. In geval van wijziging van de belastbare grondslag moet een nieuwe aanvraag ingediend worden op de dag zelf of op de eerste werkdag volgend op de wijziging.

Artikel 4

De belasting is jaarlijks verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon aan wie de vereiste toelating tot bezetting werd verleend door de bevoegde overheid, te rekenen vanaf 1 januari. Bij bezetting van de openbare ruimte zonder het voorafgaand verkrijgen van de vereiste toelating is de belasting in uitvoering van onderhavig reglement verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de openbare ruimte effectief bezet. Zij is verschuldigd voor het hele jaar en is niet deelbaar wat ook de plaatsingsdatum is van de belastbare objecten op de openbare weg.

In geval van overname van de instelling waarvoor de belasting van het lopende jaar is volstort, zal geen nieuwe belasting meer geïnd worden voor diezelfde belastbare grondslag.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 5

De jaarlijkse aanslagvoeten, vastgesteld op 1 januari 2016 zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabellen:

- Voor de plaatsing van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen, anders gezegd

“de terrassen” of voor het uitstallen van koopwaren of andere voorwerpen, per vierkante meter bezette oppervlakte:

		Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
<u>Voet 1</u>	Terrassen Per vierkante meter bezette oppervlakte	18 €	18 €	18 €	18 €	18 €
<u>Voet 2</u>	Met plankenvloer of andere opstelling en niet gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12)	47 €	48 €	49 €	50 €	51 €
<u>Voet 3</u>	Gesloten terras	59 €	60 €	61 €	62 €	63 €
<u>Voet 4</u>	Minimale aanslag	150 €	153 €	156 €	159 €	162 €

Zijn als “gesloten terras” te beschouwen, de totale bezette oppervlakte, op gelijk welke manier van de openbare weg afgezonderd en die een gesloten ruimte uitmaken, beschut tegen weer en wind door middel van vaste of beweegbare opstellingen zoals panelen, glazen wanden, rolgordijnen, enz. De minimale aanslag wordt tot de helft herleid en afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, indien het terras volledig is gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12).

Voor de berekening van de belasting, is de in beschouwing te nemen oppervlakte, de vierhoek die de groep van belastbare objecten welke het openbaar domein, afbakent.

Als er windschermen zijn, zelfs als deze breder zijn dan de ruimte van het terras of die door de koopwaren of andere voorwerpen ingenomen wordt, zal de belastbare breedte gelijk zijn aan de lengte van die windschermen. Er zal in het geheel slechts één strook van 1 meter breedte afgetrokken worden, als de openbare weg bezet wordt aan weerszijden van een toegangsdeur tot het gebouw, met uitzondering indien er een plankenvloer ligt.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

- Voor de plaatsing van stoepborden, verkoopstandaarden of vaandels of van automatische verdelers met uitzondering deze met brandstof:

		Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
<u>Voet 5</u>	Per voorwerp	76 €	78 €	80 €	82 €	84 €

Echter, de stoepborden, verkoopstandaarden, vaandels of automatische verdelers die zich bevinden binnen de belastbare ruimte van het terras of die voor de uitstalling van de koopwaren of andere voorwerpen, zullen worden opgenomen in de berekening van de grondoppervlakte van het terras of de uitstalling van de koopwaar.

- Voor de brandstofverdelers:

		Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
<u>Voet 6</u>	Per verdeler	950 €	969 €	988 €	1.008 €	1.028 €
<u>Voet 7</u>	Per automatische verdeler	1.450 €	1.479 €	1.509 €	1.539 €	1.570 €

De belasting wordt per verdeler met 25% verminderd, die de mogelijkheid voorziet voertuigen te bevoorraden met aardgas, bio-ethanol, biodiesel, biogas en LPG (Liquified Petroleum Gas).

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- bezettingen van de openbare weg ter gelegenheid van braderieën, foren, kermissen die op het programma voorkomen van de gemeentefeesten vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, die vrijstelling zal slechts toegekend worden aan de handelaars die gebruik maken van het gedeelte van de openbare weg dat voor het gebouw ligt, waar zij gewoonlijk hun bedrijf uitoefenen;
- het eerste stoepbord, verkoopstandaard of installatie waarop de kaart van een horecazaak is bevestigd, op voorwaarde dat deze binnen de zone van een terras, café of restaurant geplaatst wordt en voor zover het gemeentebestuur er een vergunning voor heeft verleend;
- de automatische verdeelapparaten van condos;

Zijn gedeeltelijk of volledig vrijgesteld van de belasting:

- de belastingplichtige waarvan de handelszaak gelegen is in een gebied waar herstelwerkzaamheden worden uitgevoerd op de openbare weg en waarvan de omvang de normale toegang tot de handelszaak verstoort of verhindert, kan bij het College van Burgemeester en Schepenen een aanvraag tot belastingvermindering indienen.

De vermindering is vastgesteld op:

- 50% bij werken langer dan 30 kalenderdagen en gelijk aan of minder dan 90 kalenderdagen

- 100% bij werken langer dan 90 kalenderdagen tijdens eenzelfde aanslagjaar
- Voor de werken waarvan de duur gespreid is over twee of meerdere aanslagjaren, zal de vermindering berekend worden op basis van het aantal gewerkte kalenderdagen per aanslagjaar

Artikel 7

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige kan de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 14

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2016 en herroept op diezelfde datum de raadsbesluiten van 29 september 2010, 28 september 2011, 30 november 2011 en 18 december 2013 bedoeld in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 16 december 2015.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter